

Chacun pour tous et tous pour toi

Enquête citoyenne sur la question du logement

© Aurélien « Le Baron »

ISBN 978-2-916721-15-6

Les Editions Pilule Rouge 2009

Tous droits réservés. Aucun passage du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé dans un système d'extraction de données, ni transmis sous aucune forme ni par aucun support électronique, mécanique ou généralement quelconque sans préalable accord écrit de l'auteur.

Chacun pour tous et tous pour tout

Enquête citoyenne sur la question du logement

Aurélien

Cette enquête s'adresse bien évidemment à ceux auprès de qui j'ai porté cet engagement, les auditeurs de mon émission de radio, mais aussi, et surtout, aux élus locaux et nationaux qui pourraient, je l'espère, y trouver un intérêt.

Ce document s'alimente d'entretiens non-enregistrés.

Aussi, le rapport, fait ici, est la mise en forme de mes prises de notes et de mes interprétations.

Toutefois, si certaines personnes interrogées se sentent quelque peu troublées par la franchise et l'interprétation du compte rendu que j'ai fait de notre entretien, je lui laisserai, bien évidemment, l'opportunité d'un droit de réponse au micro de mon émission de libre antenne, en direct.

Lettre aux élus locaux et nationaux,

Aujourd'hui, plus que jamais, vous faites face à une attente considérable.

Les hommes et les femmes, qui ont glissé votre nom dans l'urne, ont glissé bien plus qu'un bout de papier.

Aujourd'hui, plus que jamais, quand vous siégez à l'Assemblée Nationale et au Sénat, vous représentez les espoirs, les projets, les souffrances, les rêves, les malheurs, les tristesses et la confiance de millions de français.

Vous vous heurtez et vous heurterez toujours aux mêmes problématiques : Est-ce que voter des lois ou les amender de propositions plus sociales et plus solidaires n'entre pas en conflit avec les intérêts économiques de votre circonscription ?

Comment ne pas se poser cette question ?

Elle est tout à fait légitime. Une cohésion sociale et solidaire a besoin d'une région économiquement dynamique (ne serait-ce que pour créer des emplois et l'amélioration des conditions de vie afférentes qu'ils impliquent).

Pourtant, aujourd'hui, plus que jamais, la situation est dramatique.

Sans arme, sans bombe, sans nucléaire, la crise économique qui n'en est qu'à ses balbutiements risque de faire beaucoup plus de ravages que certains événements tragiques du vingtième siècle.

Si l'on accepte de regarder sous le tapis, des milliers de gens vont se retrouver dehors ou dans des « logements » très précaires, avec les situations sanitaires associées.

Des gens vont mourir de cette misère, osons le dire ! Il en meurt déjà beaucoup aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les élus, nous avons besoin de vous !

Nous souhaitons une société qui a un sens.

Notre pays s'est soulevé à maintes reprises, toujours par la force du peuple, marqué par l'indignation, le reflet de l'indifférence et l'injustice. Ces mêmes sentiments grondent aujourd'hui très fortement.

Dans le hall du Conseil Economique et Social, vous trouverez une plaque sur laquelle il est inscrit :

« Considérer les progrès de la société à l'aune de la qualité de vie du plus démuné et du plus exclu, est la dignité d'une Nation fondée sur les Droits de l'Homme. »

L'efficacité passe par votre action. Les associations et collectifs d'entraide ne peuvent jouer qu'un rôle d'urgentistes. Vous, seuls, pouvez changer les règles du système, nous avons besoin de vous et de votre courage humain et politique.

Nous attendons que vous preniez vos responsabilités et que vous conduisiez ce pays sur des valeurs plus humanistes.

Dans vingt ans, nous voulons être fiers d'avoir su accepter l'échec à ce moment-là, d'en avoir identifié les causes, et de mesurer le progrès parcouru grâce à la prise de conscience et à l'action de nos élus.

Quelle société voulons-nous ?

Des Hommes qui vivent avec les uns et avec les autres, ou, quelques Hommes qui vivent des uns et des autres ?

Certains choix sont faciles à faire, d'autres pas. Certains choix sont décisifs car ils nous définissent comme individus, qui eux-mêmes définissent la société.

Mesdames et Messieurs les élus, je vous pose la question : Quels choix faites-vous ?

Lettre à mes concitoyens,

Comme vous, je suis inquiet. La crise économique arrive très progressivement et nous prépare un avenir bien sombre. Soyons lucides devant ces événements !

Aujourd'hui, j'ai honte. Oui, j'ai honte ! J'ai honte de notre faiblesse et de notre mollesse.

Lorsque j'observe l'histoire de France, je suis sidéré de me rendre compte combien notre passivité contemporaine est entachée de déshonneur.

De tous temps, le peuple français a su prendre ses responsabilités, être le pionnier dans bien des domaines culturels et civiques (l'Ecole obligatoire, les Droits de l'Homme, la philosophie des Lumières, etc.).

Je ne retrouve plus cette fougue et cette créativité qui avaient permis tant de progrès et d'améliorations dans les conditions de vie de tout Homme désirant vivre en France.

Des hommes et des femmes se sont battus, avec acharnement patriotique et amour fraternel, pour que nous puissions aujourd'hui vivre avec les libertés, les droits et les devoirs inscrits dans notre constitution !

Et que faisons-nous ?

Rien !

Nous nous plaignons sans cesse et nous aimons désigner des responsables pour expliquer les erreurs et la lenteur de notre pays.

Je suis votre voisin, votre père, votre fils, votre ami ! Je suis citoyen français, au même titre que vous ! Avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, et je m'insurge aujourd'hui !

Ne pointez plus du doigt nos représentants politiques !

Ne pointez plus du doigt votre employeur !

Ne pointez plus du doigt votre voisin !

Pointez du doigt celui auquel vous faites face chaque matin, au dessus du lavabo, dans la glace !

Nous avons tous notre part de responsabilité !

Un homme meurt dans la rue, à côté de son carton « *aidez-moi* », et vous accusez l'Etat ? Et vous accusez le ministre du Logement ?

Qui est passé à côté de cet homme ? Le Président de la République ? Le ministre du Logement ? Ou moi ?

Permettez-moi, mes concitoyens, de nous rappeler un article de notre code pénal, au sujet de la « **non assistance à personne en danger** »

Art. 223-6

Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.

Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.

Oui, lorsque vous passez aux côtés d'un homme dépourvu d'alimentation et de conditions sanitaires nécessaires à sa survie, vous êtes en présence d'une personne en danger !

Et puis, permettez-moi, mes concitoyens, de nous rappeler aussi ces quelques lignes que nous avons tous apprises :

Article premier - Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948)

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Réagissons ! Arrêtons de nous plaindre ! Apportons des solutions à son ami, à son voisin, à son père, à son fils, et à celui qui va mourir de la rue !

Soyons une force de propositions pour nos élus ! Et non de dénigrement, ridicule et contre-productive !

Profitons de cette crise pour repenser notre rôle et le sens que nous souhaitons donner à notre vie.

Agissons !

Echangeons !

Apprenons !

Partageons !

Donnons !

Soutenons !

Grandissons ! Ensemble.

Et nous serons fiers, demain, d'expliquer à nos enfants que la France a su faire battre son cœur, qu'elle a su solidairement traverser et solidairement vaincre une période de crise économique et sociale profonde, que l'égoïsme, sous sa forme la plus triviale, a produite.

Avant-propos

« Là où les droits de l'homme sont violés, s'unir pour les faire respecter est un droit sacré » - Père Joseph Wresinski

« La misère ne se gère pas, elle se combat » - Henri Grouès, dit l'Abbé Pierre

Qui doit combattre ?

Qui doit s'unir ?

Nous, la société civile, ensemble.

C'est à vous, à nous tous, de combattre l'ignorance et d'obliger les pouvoirs publics à l'exemplarité.

Un consensus existe.

Merci Aurélien de le rappeler et de combattre ainsi à nos côtés.

Le changement viendra de vous !

Augustin Legrand – Porte parole des Enfants de Don Quichotte

Préface

« Enquête citoyenne »

En qualifiant d'enquête citoyenne son travail sur la question du logement, Aurélien ne trompe pas son public.

Car il s'agit bien d'une enquête, c'est-à-dire d'une recherche sans a priori pour mieux connaître les données du problème.

Aurélien ne se pose pas en expert omniscient détenteur d'un savoir acquis et de solutions miracles.

Il va à l'écoute des acteurs et des témoins à même d'éclairer sa lanterne, sans discrimination arbitraire, qu'il s'agisse d'élus de tous bords ou d'associations de terrain de traditions diverses.

C'est là la démarche d'un enquêteur de bonne foi.

Mais, c'est aussi à juste titre que cette enquête peut-être qualifiée de citoyenne.

On ne le sait que trop : l'emploi du mot citoyen est devenu à la mode et fait trop souvent l'objet d'un abus de langage, quelque peu démagogique.

Rien de tel dans le cas d'Aurélien.

Dès le départ, dans sa « Lettre à mes concitoyens », il les invite à ne pas battre leur coulpe sur la poitrine d'autrui, et reconnaît sans ambages : « nous avons tous notre part de responsabilité ».

C'est là un rappel essentiel. Qu'il s'agisse de l'opposition à la loi SRU ou du refus de la mixité sociale, l'attitude irresponsable de certains élus n'est souvent que l'écho de celle de certains de leurs électeurs.

Il revient au pouvoir politique de prendre les mesures juridiques, administratives, techniques, financières, qui conditionnent une politique du logement à la hauteur des besoins. C'est le préalable indispensable.

Mais il est du devoir de tous les citoyens de ne pas laisser paralyser l'application de ces mesures par les lobbys d'intérêts particuliers.

L'enquête citoyenne doit se prolonger par le combat civique.

Merci à Aurélien de favoriser cette prise de conscience nécessaire, en appelant à une juste indignation face à l'indifférence, à la résignation ou à l'injustice.

Paul BOUCHET.

Paul Bouchet est un avocat français, Conseiller d'État honoraire.

Président de l'AGE (Assemblée générale des Etudiants) de Lyon, il fut l'un des principaux rédacteur de la Charte de Grenoble que l'UNEF adopta lors de son congrès de 1946. Il devient ensuite président de l'UNEF.

Bâtonnier du Barreau de Lyon (1982-1985), président du mouvement ATD Quart Monde (1998-2002), et actuellement président d'honneur.

Membre du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées, et du Comité de suivi DALO

"Une injustice faite à un seul est une menace faite à tous."

Montesquieu (1689-1755)

Mardi 21 octobre 2008

Ce matin, dans le métro, je vois un usager lire Le Parisien. La « une » est une photo de Sœur Emmanuelle avec un titre simple et sincère : « Merci ».

Nous sommes le mardi 21 octobre 2008, nous avons tous appris le décès de Sœur Emmanuelle la veille. J'ai enchaîné les émissions et les témoignages précipités sur ce petit bout de femme impressionnant. Tout de suite, j'ai le souvenir de cette femme qui tutoyait les hommes les plus puissants du monde avec une simplicité naturelle et sa petite paire de baskets aux pieds. « *Pourquoi des chaussures neuves ? Celles-ci servent tout aussi bien !* »

Dans un magazine d'information de France Télévisions, un des derniers journalistes à avoir interrogé Sœur Emmanuelle, dans sa maison de retraite dans le Var, diffuse un extrait de cet entretien enregistré. Elle lui sourit et lui demande ce qu'il fait. Il répond « *je fais des reportages, je suis journaliste* ». Elle entend très bien, le regarde avec insistance, et lui repose la question : « *qu'est-ce que tu fais ?* » Il ne comprend pas la finesse de cette femme que la vie a décidé de mettre au repos quelques semaines à peine avant de fêter son centenaire. « *Qu'est-ce que tu fais ?* » insiste-t-elle. « *Je suis reporter, je parle de sujets importants, et je fais un sujet sur vous* ». Elle le fixe, et lui répond « *C'est rien* ».

Son regard est fort et son message est puissant. Quand elle lui demande ce qu'il fait, elle lui demande en fait ce qu'il fait pour aider les autres, ceux qui en ont besoin. Sœur Emmanuelle lui précise alors sa question et le journaliste est mal à l'aise.

Nous sommes le mardi 21 octobre 2008, le gouvernement Fillon du Président Sarkozy vient d'alimenter ce matin les banques françaises à hauteur de 10,5 milliards d'euros, quelques jours à peine après que Frédéric Oudéa, Directeur Générale de la Société Générale, ait porté plainte pour fausses rumeurs sur la mauvaise santé financière de son groupe ; quelques jours à peine après avoir annoncé un plan de soutien aux établissements bancaires à hauteur de 360 milliards d'euros ; quelques jours à peine après que Xavier Bertrand ne trouve aucune autre explication à la crise économique que la suivante « *ce monde marche sur la tête* » [Canal Plus – « Le Grand Journal »], et quelques jours avant que le président Nicolas Sarkozy expose son plan de relance de l'économie française à hauteur de 26 milliards d'euros et le confie à Patrick Devedjian. Soulignons d'ailleurs le nouveau symbole d'ouverture : confier le plan de relance d'une économie nationale à l'un des plus fervents porte-paroles du libéralisme.

Les chiffres d'**Action contre la Faim** résonnent dans ma tête : **« il suffirait seulement de 3 milliards d'euros pour sauver les 19 millions d'enfants menacés de mourir de faim en ce moment dans le monde ».**

La veille, dans mon émission de libre antenne, nous étions en direct par téléphone avec **Frédérique Romano**, l'une des dernières compagnes de Coluche, de 1981 jusqu'à peu près sa mort, celle qui l'avait accompagné dans la drogue assez longtemps.

J'avais beaucoup préparé cet entretien, j'ai passé une dizaine de jours à lire tout ce que j'ai pu trouver sur Coluche. France Télévisions a réalisé un excellent reportage à son sujet dans une émission présentée par Laurent Delahousse, un journaliste qui lance les sujets, debout, appuyé contre le rebord d'une table, pour faire «détendu », et saccadant ses phrases pour donner un style sérieux et investigateur. Mais le reportage était excellent, je l'ai vu à deux reprises.

Puis, j'ai vu le film d'Antoine De Caunes, avec François Xavier Demaison. J'ai passé un bon moment, même si je m'attendais à mieux. Bref, je m'étais beaucoup documenté et j'étais assez curieux de pouvoir m'entretenir avec cette Fred Romano.

Lors de mon émission de radio [Le Mammouth Bleu], nous sommes arrivés sur le sujet des Restos du cœur, eux-mêmes plongés en pleine polémique concernant leurs élections qui ne seraient pas si démocratiques que ça, selon les bruits de couloir insistants. Fred Romano appuie ce sentiment, souligné par une grande partie de la presse investigatrice.

Nous parlons de la naissance des Restos du cœur et les réactions sont assez unanimes de la part des auditeurs. Les coups de fils hors antenne, les messages en direct à travers le site internet de la radio sont nombreux et dans la même lignée : Tous pensent que Coluche a fait quelque chose de merveilleux. Ok, c'est très bien ! **« Mais comment se fait-t-il qu'il ait fallu attendre un humoriste au grand cœur pour donner l'accès aux réserves de nourriture ? »**

J'ai fait quelques recherches et le résultat est stupéfiant : Il a fallu que Coluche plaide la cause des Restos du Cœur en février 1986 devant le Parlement européen pour souligner que les surplus alimentaires coûtaient plus cher à stocker qu'à distribuer gratuitement.

Les stocks alimentaires sont ouverts en 1987 (quelques mois après l'accident mortel de Michel Colucci) aux quatre associations suivantes : La Banque alimentaire, le Croix-Rouge française, le Secours Populaire et les restos du Cœur.

Sœur Emmanuelle, l'Abbé Pierre et plein d'autres (anonymes, associations de quartiers, etc.) s'étaient usés à plaider la cause des plus démunis auprès des puissants. Il faut que ce soit un humoriste, qui avait osé les effrayer avec une plume tricolore dans le cul, lors des élections présidentielles de 1981, qui les sensibilise enfin.

Je suis persuadé que Sœur Emmanuelle avait aussi demandé à Giscard, à Mitterrand et à Chirac « *Qu'est-ce que tu fais ?* ». Ils n'ont pas dû être plus à l'aise, pour répondre à cette question, que le journaliste que j'ai vu hier soir sur mon écran de télévision.

« L'argent est jeté par les fenêtres au lieu d'être utile aux plus nécessiteux », dit-elle.

J'anime une émission de libre antenne depuis bientôt quatre années, Le Mammouth Bleu, diffusée dans le bassin d'Ile de France. C'est une émission de libre antenne sur sept heures, de 23h à 06h, dans la nuit du dimanche au lundi, sans publicité, sur IDFM Radio Enghien (98FM).

J'aime beaucoup m'y lâcher et déconner, mais j'adore aussi plonger dans des sujets plus sérieux, des sujets d'actualités. Aussi, cela me permet d'avoir des auditeurs de toutes générations. Les discussions n'en sont que plus riches. Je retrouve toutes les notions d'écoute, de partage et d'échange.

Lors de la dernière émission du Mammouth Bleu (au moment où je commence cette enquête), de nombreuses auditrices m'ont demandé, hors antenne, si j'avais des nouvelles des Enfants de Don Quichotte et plus précisément d'Augustin (ce sont très souvent les femmes qui se préoccupent de ces sujets).

Augustin Legrand des Enfants de Don Quichotte était venu dans les studios de mon émission, dans un précédent épisode du Mammouth Bleu, pour nous parler de son projet, c'était le 12 décembre 2006. Ce soir-là, il y avait aussi un journaliste, **Jacques Cotta**, qui avait écrit « *7 millions de travailleurs pauvres* ». J'ai été tout à fait étonné, et assez déçu en prenant conscience de la triste réalité des chiffres que ce dernier m'a donnés lors de cette émission, chiffres qui ne cessent d'augmenter aujourd'hui.

De nos jours, la situation n'a pas été réglée, contrairement aux promesses incroyables de Nicolas Sarkozy : le fameux « *0% de SDF dans 2 ans* ».

Sœur Emmanuelle, n'a pas atteint les cent années. Tout un symbole. Un centenaire aurait été considéré comme un aboutissement, Sœur Emmanuelle est partie en laissant la porte ouverte.

Le combat ne fait que commencer, il faut continuer.

Chaque jour compte, chaque geste, chaque parole. Merci pour ce message.

Les très nombreux messages, mails et coups de fils pendant l'émission ont ravivé le sentiment d'injustice profond que je ressentais la première année où je suis monté à Paris :

Je suis monté à Paris une première fois à 21 ans, avec un carton de 150 copies de cassettes VHS, des démos de sketches et autres caméras cachées. Je m'étais persuadé que l'envoi par courrier ne servait à rien, je faisais donc le pied de grue devant tous les studios de télévision, de radio et des boîtes de production pour remettre en mains « propres » mes démos, aux personnes que j'avais préalablement ciblées. Je restais donc

très tard le soir, voire la nuit, pour attendre leur sortie. Le service de la RATP était terminé depuis longtemps quand je voulais rentrer. Pendant un an, j'ai donc traversé Paris à pied dans tous les sens, et j'ai été étonné et effrayé de voir autant de misère dans la rue. Tous les quartiers étaient concernés. Le choc a été terrible, et les sentiments d'injustice et d'indignation me montaient à la gorge sans pouvoir s'évacuer. La seule image que j'avais de Paris était celle véhiculée par les médias, et je fus choqué du décalage entre ce que j'entendais dans les journaux télévisés et ce que je voyais, là, présentement, devant moi.

Je n'avais rien et ne pouvait aider personne, ce qui ajoutait à ma frustration.

De temps en temps, je partageais ma chambre dans mon foyer de jeunes travailleurs, le foyer Daviel dans le 13^{ème} arrondissement. Cette chambre était pratiquement vide (ce passage à Paris été initialement temporaire), j'avais souvent une boîte de Pepito dans le frigo, quelques textes de théâtre pour mes cours, un costume dont la veste était un peu grande, mais absolument rien de valeur. Je n'ai jamais manqué de rien, mes parents se sont faits une belle place, mais nous avons coupé les ponts financièrement à mon initiative. Mon égo en avait besoin. Je le précise pour vous éviter la tentation de lire « Cosette », cette situation était une situation que j'ai souhaitée.

J'ai souvent laissé ma chambre à un black de 48 ans, Patrick, qui travaillait dans la sécurité de jour, et que je croisais souvent lorsqu'il avait fini son travail. Il était profondément gentil. C'était la première fois que je faisais face à une catégorie sociale dont j'ignorais l'existence jusqu'à ce jour : les travailleurs pauvres.

Il dormait à même le sol avec des couvertures que j'avais récupérées dans la buanderie du foyer, et moi sur le lit, la chambre mesurait 8,5m². C'était la chambre n°1108.

Les choses ont beaucoup évolué de mon côté, mon diplôme m'ayant beaucoup aidé à décrocher un bon emploi.

Tous n'ont pas eu ma chance, ni mes opportunités, je vois bien que les travailleurs pauvres sont devenus une notion connue du grand public, car plus répandue ; et la misère est bien plus présente aujourd'hui que lors des années passées, effroyablement plus importante, donc plus visible.

C'est ce sentiment de gêne qui se répand en moi au fil de l'émission, le fait d'être mal à l'aise et ce même sentiment d'indignation que j'avais honteusement oublié.

Je m'engage alors auprès de mes auditeurs, et décide de faire le tour des mouvements associatifs qui travaillent sur la question du logement, de rencontrer tous les partis politiques, de recueillir les propositions de tous, d'examiner s'il existe un consensus et d'adresser un document sous forme d'enquête citoyenne aux élus qui nous représentent (députés, sénateurs, etc.).

Ce travail n'a pas la prétention de révolutionner l'approche de la thématique du logement, il s'agit d'une enquête personnelle, celle d'un citoyen qui s'interroge sur la situation de la crise du logement, après s'être engagé auprès de ses auditeurs et auprès de soi-même, surtout. L'enquête personnelle d'un citoyen qui découvre de plus en plus de gens dans la rue, et qui s'interroge sur les raisons qui poussent un pays et ses citoyens à cautionner cette situation, par leur inaction et leur passivité. Je vais donc essayer de découvrir le plus d'éléments possibles : les enjeux, les rôles des différents acteurs politiques et associatifs, et surtout répondre à cette question :

Quelles propositions existent aujourd'hui pour répondre à cette question vitale : le logement ?

Le constat est sombre, nul n'est besoin de l'appuyer.

L'espoir existe, les solutions aussi. L'humilité doit conduire nos dirigeants politiques et économiques à comprendre que la situation est extrêmement sérieuse ; la prise de conscience et les mesures pour corriger cette situation doivent l'être tout autant.

Bien évidemment, il est extrêmement difficile de traiter ce thème en faisant fi de ses convictions personnelles.

Ma démarche est apolitique.

Bien évidemment, il m'arrive parfois d'ajouter mon avis, de contredire mes interlocuteurs, de mettre en doute leurs propos ; mais, qu'on ne s'y trompe pas, l'objectif de cette enquête est de prouver que les solutions existent, qu'elles ne sont pas le monopole des associations, ni d'un mouvement politique. Les analyses et les propositions de tous se croisent, et beaucoup de mesures s'appuient sur un consensus politique et associatif.

*« Michel ! Reviens ! Il faut créer les **Logements du Cœur** maintenant ! Par contre, si tu reviens, sans déconner, tu circules en Velib' ! »*

Mercredi 22 octobre

Je me suis réveillé ce matin avec le sourire. Le bonheur d'être enfin sur une piste qui mérite que je reste éveillé, plus longtemps, et l'envie de mettre mon énergie dans une œuvre plus légitime que celle que je réalisais jusqu'à présent.

Je suis allé sur le site du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) en prenant mon café.

La prise de conscience de quelques chiffres m'a fait frémir :

- **1 milliard d'êtres humains vivent avec moins de 1 \$ par jour,**
- **2,8 milliards de personnes dans le monde vivent avec moins de 2 \$ par jour,**
- **20% de la population mondiale détient 90% des richesses du monde**

Selon le très officiel PNUD, chaque vache de l'Union Européenne recevrait 3 \$ de subvention par jour.

Oui, pour près de 50% de la population mondiale, une vache de l'Union européenne reçoit plus d'argent qu'un être humain.

Je ne peux m'empêcher de repenser aux chiffres que je lis chaque jour dans les journaux : les milliards de garantie réinjectés par les Etats dans leurs banques.

Ces chiffres sont le symbole criant d'un égoïsme profond et un aveu de l'abus du système. De plus, il convient de souligner la pauvreté déguisée au sein même de chaque pays, dit « pays riche », dont les prétentions sont pourtant axées sur le progrès.

La France reconnaît « 7 millions de travailleurs pauvres » selon l'ouvrage de **Jacques Cotta** (Editions Fayard) mais ce chiffre est sous-estimé. Prenons en compte les personnes sans travail (déclarées et non déclarées) et autres catégories sociales en difficulté (handicapés, retraités avec minima vieillesse ridicules, etc.), la barre des 15 millions est facilement atteinte.

Autre chiffre : **Selon le PNUD, chaque jour 30 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies qui auraient pu être évitées** - no comment.

Claude Lévi-Strauss dans « Esprit Libres » France 2 (2008)

« Ce que je constate, ce sont les ravages actuels, c'est la disparition effrayante des espèces vivantes, qu'elles soient végétales ou animales. Du fait même de sa densité actuelle, l'espèce humaine vit sous une sorte de régime d'empoisonnement interne si je puis dire, et je pense au présent et au monde dans lequel je suis entrain de finir mon existence : ce n'est pas un monde que j'aime »

Puis, dans l'après-midi, j'ai téléphoné aux partis politiques à qui j'avais envoyé un mail la veille. Le PS et l'UMP restent très difficilement joignables. Je tombe en fait sur le secrétariat principal du parti qui m'explique que personne n'est présent. Je devrai appeler les studios de télévisions, j'aurai plus de chance de les y trouver.

Dans ma démarche citoyenne, j'ai aussi envoyé un mail au député de ma circonscription dont j'avoue ne pas avoir entendu parler avant de surfer sur le site de l'assemblée nationale, extrêmement bien fait (au passage).

Mme Martine Aurillac est députée depuis 1993 de ma circonscription. Elle n'a pas l'air d'être novice dans la politique, il est donc fort possible qu'elle apporte de nombreuses réponses à mes questions. Mais, à en croire le silence avec lequel elle a accueilli mes nombreux mails, ce sujet ne fait pas parti de ses priorités.

Enfin, ce soir, un ami, Marc, est passé manger des pâtes chez moi. Il ne sentait pas très bien. Il me fait part de sa chronique crise existentielle, qui reste toutefois parfaitement légitime. Je lui parle des réflexions et des chiffres qui occupent mon esprit depuis quelques semaines et la façon dont le décès de Sœur Emmanuelle a imposé un déclic irréversible, une volonté d'améliorer ma vie, en y donnant un sens plus fraternelle et légitime.

« *A quoi bon tout ça ?* »

Nous avons une longue discussion sur ce sujet. Nous gagnons de l'argent, nous sommes en bonne santé, nous profitons très largement de notre célibat, mais dans quel but tout ça ?

Telle est l'éternelle question : « *Pourquoi faisons-nous tout ça ?* »

Une autre de mes activités professionnelles, et financièrement la plus importante (celle qui me remplit le frigo chaque fin de semaine), s'établit dans le secteur bancaire et financier. Je travaille aussi en indépendant dans le conseil en stratégie financière et commerciale. Marc travaille dans le conseil en gestion de patrimoine, axé sur les opérations de défiscalisation.

Nos compétences financières et commerciales nous conduisent, tous deux, à une idée commune, et à notre besoin d'associer notre énergie à un capitalisme solidaire et humaniste.

Quelques heures à surfer sur Internet nous amènent sur le **Label Finansol**.

L'association Finansol, créée en 1995, fédère les organisations de finance solidaire en France.

Cette association labélise des placements financiers et/ou immobiliers dont les objectifs sont la solidarité, la lutte contre l'exclusion, la cohésion sociale et le développement durable.

Réflexe primaire mais utile, nous fonçons sur Boursorama, premier site classé dans mes favoris, et nous vérifions l'évolution et la rentabilité de ces placements. Conclusion, ils sont tout à fait corrects, présentant des rémunérations de 3,5 à 5% par an, tel un bon support sécurité de n'importe quelle assurance-vie dans toutes les banques françaises.

Nous avons le même sentiment à ce moment-là, le sentiment que cette crise peut être éthiquement et structurellement utile. L'épargne solidaire nous apparaît comme une évidence.

Nos échangeons quelques heures sur le sujet, sur la façon dont nous pouvons apporter nos compétences et motivations à cette orientation nécessaire.

Marc insiste pour que nous regardions un film dont le titre est : « *Un monde meilleur* », le titre original est « *Pay it forward* » de Mimi Leder avec Kevin Spacey, la sublime Helen Hunt et le petit Haley Joel Osment, celui qui a joué dans *AI Intelligence Artificielle* et *le Sixième Sens*.

J'avais déjà vu ce film. Du moins, je me souvenais de la jaquette du DVD, mais j'avais totalement oublié l'histoire du film. Je télécharge ce film et nous le regardons ensemble.

C'était le film à voir ce soir-là, il s'insérait parfaitement bien dans le thème de la soirée.

Le premier jour de la rentrée scolaire, le professeur Eugene Simonet (Kevin Spacey) donne un devoir de travaux pratiques à toute sa classe : « Think of an idea to change our world – And put it into action » (*Trouver une idée pour changer notre monde et la mettre en pratique*).

Trevor McKinney, 12 ans, (Haley Joel Osment) prend ce sujet très au sérieux et propose une idée magnifique et gratuite qui s'appuie sur la générosité, la solidarité et la confiance.

Il part d'un principe simple : chaque individu a le pouvoir d'aider quelqu'un d'autre et lui donner de la confiance pour se réaliser. Une fois que le premier individu a aidé le second, il lui transmet ce message : « **Fait passer** ».

Une véritable chaîne de l'entraide se met alors en place avec le sentiment réel d'être utile à la société et donc au monde.

Si chaque individu, qui a été aidé, transmet ce flambeau de la générosité à trois autres individus, un élan solidaire pourra conquérir le monde.

C'est un système pyramidal standard mais basé sur la solidarité et la confiance, c'est-à-dire un système pyramidal tout à fait différent de celui mis en place par Bernard Madoff.

Jeudi 23 Octobre

Comment aller travailler aujourd'hui ?

Je n'ai qu'une idée en tête : avancer dans mes réflexions et mes recherches sur le logement, la solidarité, la cohésion sociale et l'épargne solidaire.

En fait, la question n'est pas « *Comment aller travailler aujourd'hui ?* » mais « *Pourquoi aller travailler aujourd'hui ?* ».

J'ai mieux à faire, je vais creuser ma réflexion.

Le hasard et les coïncidences sont incroyables, nous sommes au beau milieu de la semaine de l'épargne Solidaire.

Et dans le cadre de cette opération, je reviens juste d'une *soirée « Rencontre avec la NEF »*, dans un superbe café restaurant, désigné comme un « café culturel » puisqu'il s'agit d'un café animé, La Mer à Boire, dans le 20^{ème} arrondissement : un charme fou et une vue magnifique sur Paris.

J'y ai beaucoup appris.

La NEF est un organisme alternatif au cœur des circulations financières.

La Société financière de la Nef est une **coopérative de finances solidaires**. Depuis sa création en 1988, elle exerce une **double activité de collecte d'épargne et de crédit** dans le cadre d'un agrément de la Banque de France.

L'épargne collectée sur des comptes de dépôts à terme ou sur des comptes courants est déposée par des particuliers, des associations et des entreprises. Toute personne physique ou morale désireuse de donner un sens à son argent peut ouvrir un compte à la Nef.

Les financements accordés par la société financière de la Nef permettent de **soutenir la création et le développement d'activités professionnelles et associatives à des fins d'utilité sociale et environnementale**.

Le café La Mer à Boire est justement un projet financé par la Nef.

Deux autres entités étaient représentées : Terre de Liens et Cigales.

L'objectif de l'ensemble de ces associations est parfaitement légitime : réduire les intermédiaires entre ceux qui disposent de l'épargne et ceux qui ont besoin de fonds pour développer un projet éthique, socialement et économique responsable.

Bien évidemment les grands groupes bancaires ne sont pas très bavards sur le sujet.

Cette réflexion sur l'épargne solidaire s'associe totalement avec mon enquête sur les propositions pour une meilleure politique du logement.

J'y reviendrai par la suite en détaillant un entretien avec une personnalité de cœur et d'actions, **Bernard Devert**, président fondateur d'**Habitat et Humanisme**.

Samedi 25 octobre

Dans le cadre de la préparation de l'épisode 118 de mon émission de radio, Le Mammouth Bleu, je viens de passer 3 heures à épilucher toute la documentation que **Jean-Luc Romero** et **Philippe Lohéac** m'ont envoyée au sujet de l'association ADMD (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité) dont Jean-Luc est président.

Stupéfiant.

Je vois Jean-Luc dimanche 2 novembre pour mon émission de radio, j'aurai une myriade de questions. Là aussi, c'est un combat qui demande beaucoup d'énergie et beaucoup de solidarité. Jean-Luc m'a dit être en attente du rapport Leonetti, mais qu'il n'espère guère de ce dernier.

Je reviens du quartier général du Modem, rue de l'université à Paris, j'avais rendez-vous avec Franck Faveur, président des jeunes démocrates mais il n'est pas là. Je suis reçu par un des sept vice-présidents, **Margaux Gandelon**. Ses fonctions au sein de la section « Jeunes » sont les suivantes : Vice-présidente chargée de l'accueil, de la formation et des débats. Elle a le sens de l'accueil, ils l'ont parfaitement bien choisi.

Nous conversons et je lui explique le but de ma venue.

Sans apriori et conscient de la multitude des thèmes sur lesquels ils réfléchissent régulièrement, je lui demande la position du Modem sur le sujet du Mal-Logement et, plus globalement, du Logement. Elle prend note de ma question et me promet d'affecter cette requête à l'interlocuteur chargé de ce thème.

En rentrant je fonce consulter le rapport annuel du Mal Logement présenté le 1^{er} février 2008 par la fondation Abbé Pierre. Je me souvenais d'une conversation avec un militant de l'organisation **Judi Noir** la semaine passée sur ces chiffres, il les avait évoqués, mais je n'étais pas allé vérifier ses déclarations.

Le 1^{er} janvier 2008, le Droit Au Logement Opposable (DALO) a été institué dans le contexte d'une crise du logement sans précédent.

Les chiffres sont vertigineux.

Et avant de reprendre ces chiffres et de les lister de façon uniforme, il convient de les humaniser et prendre conscience que chacune des unités représente une personne avec un cœur, des envies, de l'espoir, une famille, des amis, une histoire, des rires, des pleurs, des souvenirs, un sentiment de solitude, des rêves, une attente, un droit à la vie et un droit au bonheur.

Personnes Non ou Mal Logés

Personnes sans domicile fixe :	100 000
Personnes privées de domicile personnel :	1 031 500
Personnes vivant dans des conditions de logement très difficile :	2 187 000
<hr/>	
Personnes connaissant une problématique forte de mal-logement :	3 318 500

Sont considérées comme des « *personnes privées de domicile personnel* » les personnes dont la résidence principale est : une chambre d'hôtel, une cabane, une construction provisoire, une place dans une structure d'hébergement et d'insertion (CHRS, CADA, ...), etc.

L'INED, l'indice national d'études démographiques, estime la population française considérant aussi les DOM-ROM (Départements et régions d'outre-mer) et Les COM (Collectivités d'outre-mer), anciennement DOM-TOM, à 64,5 millions de personnes.

Le résultat précédant représente donc 5,14% de la population – aucun commentaire.

Ces chiffres ne seraient pas explicites si nous ne tenions pas compte d'une autre tranche de la population, moins apparente mais plus représentative de notre entourage : les personnes en réelle fragilité à court et moyen terme.

Sont considérées comme des personnes en réelle situation de fragilité à court et moyen terme les personnes en situation de précarité pour impayés de loyer de plus de deux mois, les personnes occupant un logement sans droit ni titre suite à une décision de justice prononçant l'expulsion, les personnes hébergées chez les tiers, etc.

Quelle part de la population ce groupe représente-t-il ?

Personnes en situation de réelle fragilité à court ou moyen terme : 5 948 000

Ce chiffre représente 9,22% de la population française.

Naturellement, nous additionnons ces deux chiffres pour améliorer la visibilité du problème sanitaire et humaniste du mal-logement des français : **9 266 500 personnes, soit 14,37% de la population française.**

Inutile de préciser que la France est dans le Top 10 des pays les plus riches du monde. Je vous renvoie à la maxime affichée sur le perron du Conseil Economique et Social...